



Édition spéciale Conférence de District

RENFORCER LES COLLECTIVITÉS
RAPPROCHER LES CONTINENTS

Conférence de District du 29 janvier 2011



900 millions d'habitants de notre planète (17 % de la population totale) n'ont pas accès à l'eau potable !

Pourrons-nous plus longtemps le tolérer ? Pourrons-nous plus longtemps accepter que des millions de petites filles soient privées d'école car c'est à elles, trop souvent, qu'incombe la corvée, pénible et parfois dangereuse, d'aller au puits ou à la fontaine, à des kilomètres de leur domicile ? Comme c'est le cas à Sidi Ottman (Belgouth) en Tunisie où avons réalisé une AIPM.

Pourrons-nous longtemps encore tolérer que chaque jour, dix mille enfants meurent d'avoir bu une eau insalubre ? Dix mille enfants = l'équivalent d'une ville moyenne. Une ville rasée, chaque jour, pour cause de dysenterie, de choléra, de poliomyélite et autres maladies dont le vecteur porteur est l'eau.

Huit ans après l'adoption des objectifs du Millénaire, le bilan est amer : en Afrique, 50 % des lits d'hôpitaux sont encore occupés par des malades souffrant de pathologies, souvent mortelles, liées à l'eau.

L'eau féconde la vie. Elle permet de cultiver, de se désaltérer, de se nourrir, de se laver. Les formes de son usage et de son partage se confondent avec celles de la civilisation. Toutes les cultures, du Sahel à la Chine, de la Mésopotamie aux Indiens d'Amérique, de la Gaule à l'Inde, l'ont célébrée, et entretiennent avec elle un rapport intime, particulier et pourtant universel. On sait aujourd'hui que des civilisations sont mortes d'avoir été privées d'eau, que cette privation ait été le fruit de circonstances climatiques particulières, d'une mauvaise gestion de la ressource, ou de la mise à sac délibérée des techniques ancestrales.

Si nous ne voulons pas que nos enfants soient confrontés au risque réel de la raréfaction des ressources en eau, il nous faut d'urgence réinventer son usage, en tenant compte des progrès scientifiques, des connaissances et techniques héritées d'une longue expérience, d'une longue relation de l'homme à son environnement. C'est aussi en puisant dans ce qui lui vient du passé, et qui a été transmis de générations en générations, que l'homme pourra s'inventer un avenir. C'est pour cela que j'ai souhaité que le thème de la conférence de district 2010-2011 soit :

L'eau

Point de passage obligé de toutes les actions du Rotary et de sa Fondation. L'eau et sa qualité ont un impact sur les six domaines d'actions prioritaires de la Fondation que ce

soit dans le domaine de la paix, de la culture, de l'alimentation, de l'éducation, de la santé, ou du développement économique, tous ces domaines sont impactés par l'accès à l'eau et de préférence à une eau de bonne qualité.

Beaucoup d'organismes internationaux et de Fondations travaillent sur ce thème. Un colloque s'est tenu à l'UNESCO en 2008 sur ce thème :

« L'eau nous est aujourd'hui comptée, elle est menacée. Elle est menacée par la pollution, fruit de l'impéritie de certaines industries, et de l'absence de campagnes d'information qui transforme lacs, fleuves, mers intérieures en autant d'égouts à ciel ouvert. Elle est menacée par une mauvaise gestion qui se traduit par la dilapidation et le gaspillage. Elle est menacée par l'augmentation de la population et les conflits liés à l'usage agricole, industriel ou urbain des terres encore disponibles.

Il faut consacrer l'accès à l'eau comme un droit humain universel. Il faut que chaque homme, chaque femme, chaque enfant, se voit effectivement reconnu dans son droit imprescriptible à pouvoir boire et à pouvoir se laver sans risquer sa vie. En 2008, la dignité la plus fondamentale de la personne humaine est ainsi toujours niée, en silence, sans bruit, car il est malséant d'en parler : en Afrique, un enfant peut encore mourir d'une simple diarrhée.

Et pourtant, les solutions existent, nous les connaissons. Michel Camdessus, cet ami précieux dont je salue une fois encore l'engagement total pour bâtir un monde plus fraternel, avait, dans le rapport sur l'eau qu'il m'avait remis en 2003, dénoncé l'absurdité du système : pour la seule Afrique, le coût annuel du manque d'accès à l'eau ou à l'assainissement, en terme de santé publique et de pertes de productivité, était évalué à une vingtaine de milliards de dollars. Pourtant avec un engagement, garanti et constant, de seulement 1,4 milliards de dollars par an jusqu'en 2025, il serait possible de réaliser l'accès universel à l'eau et à l'assainissement et de faire « du droit à l'eau pour tous » une réalité quotidienne et tangible.

Car ce n'est pas tant la ressource qui manque que les capacités de gestion et de distribution, ainsi que des efforts soutenus de gouvernance mondiale, régionale et locale de l'eau. »

(Extrait du discours de Jacques CHIRAC à l'UNESCO le 13 novembre 2008). ■

Gérard Duval
Gouverneur 2010-2011





RENFORCER LES COLLECTIVITÉS
RAPPROCHER LES CONTINENTS

Faire Reverdir le Sahel au Burkina Faso



Les terres du Sahel vont en s'épuisant sous l'effet de pratiques agricoles bouleversées par l'explosion démographique. Jusque dans les années 60, les paysans sahéliens pratiquaient la jachère, en abandonnant périodiquement leurs terres pour aller défricher d'autres parcelles.

Mais l'accroissement de la population sahélienne, multipliée par 4 en 50 ans, a augmenté la pression sur les terres cultivables et fait exploser ce système ancestral : aujourd'hui, les jachères disparaissent, la terre est sur-exploitée tandis que l'augmentation de la consommation de bois de feu décime les arbres dont les ruminants, omniprésents, empêchent la repousse...

Les Sahéliens sont ainsi piégés dans un cercle vicieux : les sols à la végétation raréfiée sont exposés à l'érosion stérilisante du vent et surtout des pluies. La végétation ne retient plus la terre, qui ne retient plus l'eau des orages, qui entraînent la terre, De vastes plaques désertiques grandissent puis convergent...

C'est ainsi que la désertification avance...

Après avoir débuté l'aide aux habitants du Sahel, par une AIMP au Sénégal qui du être stoppée du fait d'un manque de fiabilité des partenaires Sénégalais (identifié par la Fondation), en 2008, 43 clubs du district 1770 se sont mobilisés pour faire « Reverdir le Sahel » en montant deux projets de développement durable au Burkina-Faso, pour un montant de 122 000 € avec le soutien technique des ONG « SOS Sahel » et « Terre Verte ».

L'objectif des projets est de restaurer les sols en partie stériles afin d'augmenter les rendements agricoles par l'amélioration de la fertilité des sols. Ceci est passé par la promotion de techniques ancestrales (technique



du zai, cordons pierreux, ...) qui avaient été abandonnées et que la recherche agronomique considère maintenant comme des techniques essentielles à la régénération des sols dégradés.

Projet Nayala

Le projet, débuté courant 2009, touche 10 villages et 120 familles. Le Rotary a assuré :

- la fourniture du matériel technique (charrettes, brouettes, pelles, pioches, arrosoirs, ...),
- la formation des villageois et leur encadrement pour mettre en place les techniques de lutte contre la désertification des sols.

Après la remise du matériel aux villageois en novembre 2009, le projet s'est poursuivi par de la formation et un suivi technique. Il s'achèvera fin 2011.



Projet Goéma

Plus intensif, ce projet, démarré en 2010, touche 27 familles qui se sont regroupées sur un espace commun pour réaliser un périmètre bocager. Il s'agit d'un domaine clôturé de 130 hectares où les parcelles sont aménagées en fonction des courbes de niveau afin de permettre le recueillement de l'eau de pluie dans des mares. Une plantation d'arbres et de haies vives délimite les parcelles qui seront plantées en respectant une rotation des cultures.

L'espace rural est redessiné, les paysans deviennent acteurs de la sauvegarde de l'environnement en créant un nouveau paysage.

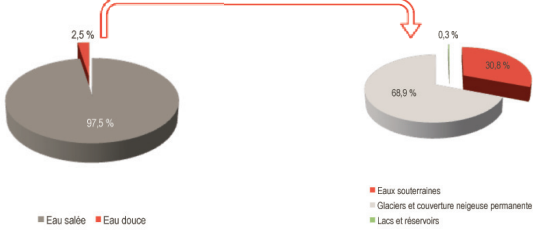
L'aménagement du périmètre est presque terminé mais l'assistance technique aux villageois se poursuivra pendant 3 ans.

L'augmentation importante des rendements agricoles, obtenue dans le cadre de deux projets, permet de lutter contre la faim, d'augmenter très nettement le revenu des villageois et ainsi de freiner l'exode rural. ■

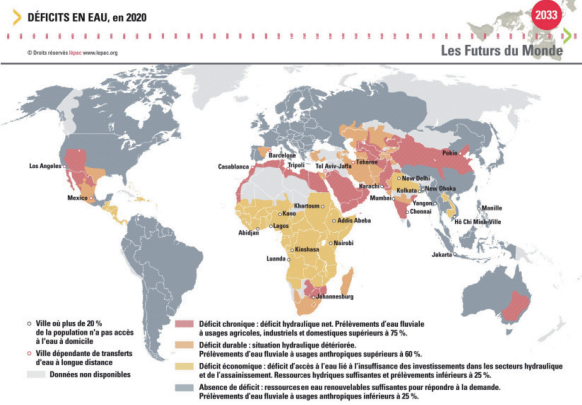
Pierre BRISSE

La géopolitique de l'eau :

L'eau ne manque pas mais... la plus grande partie est salée



La répartition mondiale des eaux douces est très inégale et l'eau douce n'est pas obligatoirement à l'endroit où le besoin s'en fait sentir :

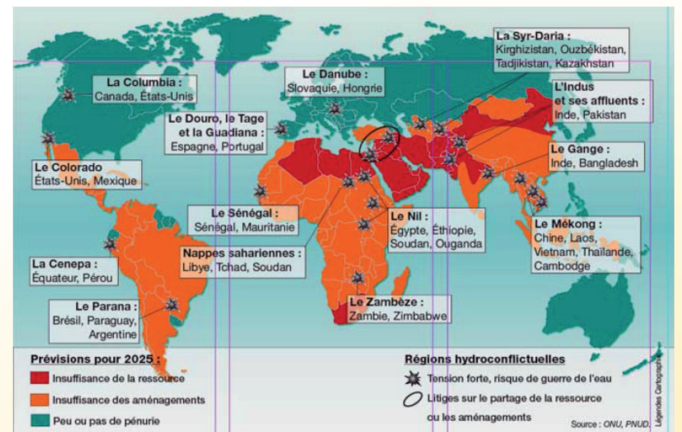


En plus des fleuves pour lesquels les pays amont peuvent capter l'eau pour leurs usages en diminuant les débits nécessaires pour les pays en aval, les nappes aquifères peuvent être aussi des enjeux géostratégiques et économiques.

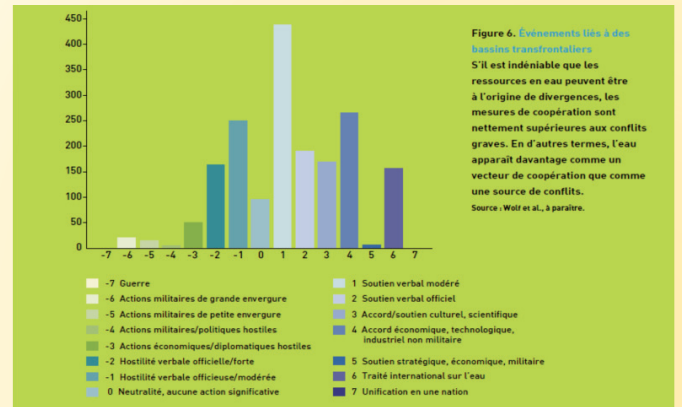
Par exemple, les aquifères Israël-Cisjordanie-Gaza, permettent d'éclairer un peu les tensions qui se font jour dans cette région :



L'eau douce en tant que ressource essentielle à la vie peut donc être à l'origine de conflits ouverts ou latents :



Néanmoins il apparaît que, plus que des conflits armés, les différents pays réussissent à signer des accords sur l'usage des ressources en eau :

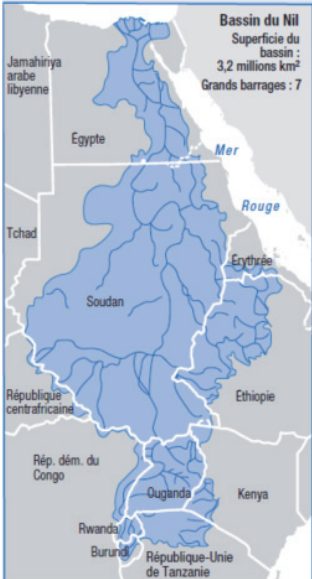


Source : Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, UN-Water, 2003 / A. Wolf

Ce message quelque peu optimiste fut la conclusion de notre conférencier : Robert Chaouad, conférencier au LEPAC (bureau d'études géopolitiques) et qui vient de faire paraître un livre : « 2033, Le futur du monde, géopolitique de l'eau ». ■ Gérard DUVAL

Le second problème provient du fait que les fleuves n'ont pas de frontière. Ainsi le bassin versant du Nil concerne 12 pays :

Source : Rapport mondial sur le développement humain 2006. Au-delà de la pénurie, PNUD



Le bassin du Jourdain (+ lac de Tibériade et mer Morte) concerne : Liban, Syrie, Jordanie et Israël.





Conférence de District du 29 janvier 2011

RENFORCER LES COLLECTIVITÉS
RAPPROCHER LES CONTINENTS

Francis Delpeyroux, de l'institut Pasteur, Leader dans la recherche sur les nouvelles souches de virus de la polio.



Le professeur Francis Delpeyroux est chercheur dans l'unité de biologie des virus entériques de l'Institut Pasteur, directeur de recherche à l'INSERM et responsable du laboratoire régional. Il est spécialiste de l'OMS pour la surveillance de la poliomyélite.

L'unité de biologie des virus entériques étudie en particulier l'émergence des nouvelles souches recombinantes de poliovirus en collaboration avec de nombreux Instituts du Réseau International des Instituts Pasteur. Ces travaux sont coordonnés par Francis Delpeyroux.

Cela explique que depuis 2006 je suis en relation avec lui afin qu'il complète mes informations sur la polio. Cela lui a permis d'apprécier le rôle majeur du rotary dans le programme d'éradication.

Notre gouverneur ayant décidé de choisir comme thème l'eau il devenait évident de lui demander de venir nous parler des maladies liées à ce vecteur de transmission et plus particulièrement des maladies virales dont fait partie la poliomyélite.

Il est vrai que l'exposé d'un scientifique de haut niveau sur un sujet aussi délicat ne peut être résumé en quelques lignes.

Aussi je rappellerai simplement deux propos de notre conférencier :

- Je suis convaincu que le réseau mondial de surveillance de l'OMS, qui s'organise à partir des centres de soins les plus reculés vers les laboratoires nationaux puis régionaux et qui transmet toute information à l'OMS de Genève, est un exemple pour la surveillance future globale des maladies infectieuses. Ce réseau qui fait usage des technologies et des moyens de communication les plus sophistiqués est d'ores et déjà un relais utile pour développer la surveillance de la rougeole et plus récemment de la grippe aviaire. En cela les bénéfices du programme d'éradication de la poliomyélite s'exercent bien au delà du strict domaine qui lui est officiellement imparti et préparent le terrain de campagnes futures pour améliorer d'autres domaines de la santé mondiale.
- Oui l'éradication est possible, et la question est plutôt de savoir ce qu'il conviendra de faire une fois le virus sauvage éliminé. La vaccination devra probablement se poursuivre un certain temps mais avec le vaccin inactivé injectable. Sa diffusion nécessite toutefois une logistique plus lourde. Contrairement, au vaccin oral, il implique en effet la présence de personnel médical ou paramédical. Ce qui est évidemment plus compliqué dans les pays en développement. ■

Christian MICHAUD

Conférence d'Olivier Gilbert, Directeur du développement durable chez Véolia Eau pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde



D'abord une présentation rapide de Véolia environnement en quelques chiffres : créé en 1857, présent dans 72 pays, avec ses 320 000 collaborateurs : c'est le premier opérateur privé de services à l'environnement avec pour métier, la gestion déléguée de services publics, mais aussi la gestion de services privés dans les

domaines de l'eau, le transport et l'énergie.

L'eau étant le thème de notre conférence, Véolia par son engagement principal : « le développement à l'accès aux services pour les populations défavorisées afin de répondre à une attente forte des populations et des autorités publiques » est un acteur majeur et un témoin important de notre journée.

Basée sur les réalités et l'expérience de terrain, Véolia, à travers des exemples concrets, nous démontre en 8 points son engagement pour des services de qualité, économiquement durables et socialement acceptables :

1. Faire plus avec les mêmes installations (en Inde, 180 000 personnes desservies en 24x7 en optimisant le service et pour la première fois des habitants ont eu à domicile de l'eau potable en permanence),
2. Mettre en place des politiques tarifaires adaptées et acceptables socialement (application de tarifs progressifs au Niger,

Inde et au Maroc),

3. Développer les branchements individuels sociaux (depuis 2002, près de 500 000 personnes à faibles revenus raccordées par de nouveaux branchements individuels au Maroc et au Niger),
4. Développer des services adaptés aux populations,
5. Création d'un nouveau mode d'accès collectif à l'eau, sécurisé pour ceux qui ne peuvent avoir de branchement individuel (travail avec les parties compétentes pour écouter et satisfaire la demande des populations),
6. Expliquer les bons usages de l'eau pour optimiser les bénéfices de l'accès aux services (beaucoup de pédagogie aux familles à travers des programmes de sensibilisation, comme par exemple : « programme eau et santé au Niger »),
7. Mise au point de nouveaux modèles de distribution pour le milieu rural,
8. Évaluer l'impact des actions sur la qualité de vie des habitants (plusieurs programmes pour évaluer l'impact effectif sur le développement humain et la qualité de vie).

En conclusion, suite aux nombreuses études d'optimisation, de recherche et d'innovation et grâce à une très forte collaboration entre les équipes, des centaines de milliers de personnes ont eu accès, en permanence et à domicile, à de l'eau potable. Donc des succès triplement vertueux : socialement, environnementalement et économiquement.

L'exposé précis et concret se termine par les applaudissements nourris de l'assistance. ■

Michel DUTRUGE